

Les subsides

Le député affirme que c'est une question de probité et il a raison. Je lui propose de demander à ses collègues qui sont devant lui s'ils sont francs quand ils se prêtent à cette mascarade aujourd'hui après avoir dissimulé la vérité de façon systématique pendant de si nombreuses années.

Une voix: Nous avons déjà entendu ce refrain.

M. Beatty: Après avoir soulevé la question de l'honnêteté, le député ne veut plus qu'on en parle. Je ne le blâme pas, si nous avions un passé aussi lourd que celui des députés d'en face, je ne voudrais pas en parler non plus.

Toutefois, comme tous les députés de ce côté, j'ai une très bonne raison de vouloir parler d'honnêteté. Nous nous sommes engagés à avoir un gouvernement transparent. Nous avons répété aux Canadiens qu'ils avaient le droit d'avoir des renseignements conformément à la Loi sur l'accès à l'information. Nous demandons aux fonctionnaires de donner des renseignements en toute liberté, en s'en tenant aux faits et sans conserver l'anonymat.

Les députés d'en face nous disent que les renseignements devraient être donnés en secret et de façon anonyme. Alors qu'ils parlent de transparence, ils nous disent que, à l'avenir, les entrevues devront se faire en secret. C'est une conception bien libérale de la transparence.

Nous voulons ouvrir les portes et nous voulons que tout soit officiel. Nous n'aurons pas de discussions secrètes, elles seront ouvertes à la presse.

Ces directives sont conçues pour protéger les fonctionnaires. Au cours des derniers mois, l'affaire de Revenu Canada a montré que les libéraux abusaient des fonctionnaires et les obligeaient à défendre les politiques discréditées du gouvernement libéral. Plus tôt cette année, de nombreux députés ici ont vu, à l'émission *The Journal*, cet odieux film sur l'utilisation de l'ordinateur. Il avait coûté \$200,000 au contribuable. Le ministre libéral n'a pas eu le courage de défendre la politique lui-même. Il a laissé le sous-ministre se présenter à l'émission plutôt que de défendre lui-même les mesures partisans de son gouvernement. C'est un exemple de ce qu'on pouvait imposer aux fonctionnaires.

Notre gouvernement diffère des libéraux discrédités d'en face par le fait que, pour nous, la responsabilité des fonctionnaires est de donner des renseignements en s'en tenant aux faits. Défendre ou attaquer les actions du gouvernement, c'est le rôle des politiques et c'est une responsabilité que nous ne craignons pas.

Lorsque notre groupe de travail est enfin arrivé à Ottawa, après avoir parcouru tout le pays, il était clair pour tout le monde, y compris le gouvernement, que les Canadiens reconnaissent qu'il y avait un grave problème au ministère du Revenu national. Les membres du gouvernement étaient-ils prêts à reconnaître leur culpabilité, leurs manquements? Y avait-il un sentiment de remords pour ce qu'on avait fait à des Canadiens moyens? Leur réponse fut de déplacer le sous-

ministre. Le ministre, lui, a gardé son poste. Le gouvernement n'agira plus ainsi avant 12 ans. Mes collègues et moi qui sommes députés depuis 1972 nous sommes battus pour le rétablissement du principe de la responsabilité ministérielle. S'agissait-il de couper un ruban à l'inauguration d'une nouvelle usine, les libéraux étaient là, monsieur le Président. S'agissait-il de remettre des chèques, ils étaient encore là. Mais quand surgissait une difficulté, quel ministre libéral était prêt à déclarer que c'était lui le responsable, qu'il appuyait ses fonctionnaires, et qu'il prenait tout sur lui? Y a-t-il un seul député parmi ceux qui étaient là à cette époque qui se souvienne d'un ministre libéral qui ait agi ainsi?

• (1740)

M. Taylor: Pas un seul.

M. Beatty: Qu'on me laisse interroger un peu les députés qui étaient là à cette époque. Prenons le cas du député de Windsor-Ouest (M. Gray) qui avait trouvé le moyen de perdre 120 millions de dollars de l'argent des contribuables en les investissant dans la société Consolidated Computer. Nous avons posé des questions à la Chambre à ce sujet. Nous avons réussi à mettre la main sur des lettres que le ministre refusait de déposer à la Chambre et dont il refusait de reconnaître l'existence...

Des voix: Oh, oh!

M. Beatty: Avez-vous jamais entendu le député de Windsor-Ouest ou l'un ou l'autre de ses collègues reconnaître qu'il avait eu tort?

M. Taylor: Non.

M. Beatty: En 12 ans, je ne me souviens pas d'une seule occasion où un député libéral ait pris la parole à la Chambre pour reconnaître une erreur. Pourtant, les libéraux parlent de transparence. Quand il y avait un ralentissement de l'économie, ils en imputaient le blâme tantôt aux fonctionnaires, tantôt aux Américains, tantôt à l'opposition, tantôt au Parti Québécois et tantôt aux provinces. Leur politique consistait à s'attribuer tout le mérite et à décliner toute responsabilité. Le responsable, c'était toujours autrui. Si un sondage indiquait que leur cote était à la baisse—comme les libéraux les aimaient, les sondages!—ils se rassuraient les uns les autres en se disant qu'ils n'auraient qu'à organiser un autre battage publicitaire aux frais des contribuables. Ils ont fait appel aux oies du Canada. S'ils s'en étaient servi honnêtement, ils les auraient montrées tirant de l'aile vers le sud comme tout le monde à ce moment-là.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Beatty: Les oies ont bien regagné le sud, mais les mauvaises actions des libéraux sont revenues les hanter.

Des voix: Oh, oh!